Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-logique-circulaire-de-l-imperialisme-judiciaire>

La logique circulaire de l'impérialisme judiciaire

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 26 mai 2019

Description :

La logique circulaire de l'impérialisme judiciaire. La vraie fraude financière... Jorge Majfud

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le premier décembre 2018 Meng Wanzhou, dirigeante de l'entreprise chinoise de télécommunications Huawei et fille de son fondateur, a été arrêtée au Canada tandis qu'elle était en transit vers le Mexique par des agents étasuniens sous l'accusation d'avoir fait des affaires avec l'Iran (et ensuite pour fraude financière) ce pour quoi elle pourrait encourir une peine de prison de plus de dix ans sans avoir violé aucune loi ni Canadienne ni des Etats-Unis d'Amérique.

Avant que les États-Unis se retirent de façon unilatérale de l'accord signé avec l'Iran, faire des affaires avec ce pays n'était pas illégal. Bien entendu quand nous parlons d'une légalité nous nous référons aux lois d'un seul pays, non aux lois internationales, qui ont été systématiquement violées par le même pays. Les États-Unis dictent non seulement les lois mais ils peuvent de façon abrupte les changer selon leur intérêt et selon l'état d'humeur du nouveau président, ce qui transforme la salubre « alternance du pouvoir » en joker de jeu de cartes. L'accord qu'un président signe de sa main le suivant le gomme avec le coude.

Mais rien de cela n'est capricieux mais fait partie d'une logique d'intérêts financiers et économiques, organisés par la propagande et la guerre idéologique. Le Venezuela et Cuba sont bloqués d'une façon on ne peut plus brutale au nom de la démocratie et des droits de l'homme pour démontrer que le « socialisme ne fonctionne pas » (et au passage sans parler des cas où oui il a fonctionné) tandis qu'ils protègent les dictatures absolutistes comme l'Arabie Saoudite pour la simple raison qu'elle pourvoit l'Occident en pétrole et est l'un des principaux acheteurs d'armes de la puissante industrie militaire. À d'autres dictatures puissantes, comme la Chine, ils ne leur demandent jamais des comptes sur les Droits de l'homme mais en revanche pour quelque tarif (les champions de la démocratie ne critiquent jamais ni poursuivent les dictatures qui protègent les grands capitaux, qu'elles soient de gauche ou de droite).

Ce comportement extraterritorial (qui est colonialiste et illégitime en soi parce que jamais réciproque) est justifié par la « lutte contre la corruption ». Dans de nombreux cas ponctuels et connus il est en ainsi, comme quand des juges des Etats-Unis ont condamné à des amendes plusieurs banques européennes pour faciliter le blanchiment d'argent, par exemple, du trafic de stupéfiants. Laissons de côté la participation des États-Unis dans le trafic de drogues et d'armes, mais voyons que cette extraterritorialité est non seulement illégitime mais de plus tient par la simple force de la corruption légalisée du pouvoir financier. Comment ? Les exécutifs de banques et des grandes multinationales non étasuniennes craignent ce type de sanctions multimillionnaires. Nombre d'entreprises ont fait faillite ou ont dû être liquidées ou vendues. Non par le simple hasard le pôle Énergie d'Alstom de la France a été vendu au groupe affaibli Général Electric après avoir été accusé par des juges étasuniens de payer des pots de vin en Indonésie, Égypte, Taiwan et d'autres pays, malgré le décret émis le gouvernement français un an auparavant. Plus récemment, avec l'allemande Siemens l'Union Européenne a mis son veto à l'association avec Alstom. Une récente investigation de *The Economist* a signalé que : les juges étasuniens réduisent les peines des « entreprises corrompues » quand elles promettent de se vendre à une autre entreprise des États-Unis.

Comme cela a été expliqué, il suffit que deux personnes partout dans le monde s'envoient un courriel par Gmail (ou par presque tous autres médias électroniques) pour qu'un juge aux États-Unis considère que le cas traité se trouve sous sa juridiction, puisque Google est un groupe basé en Californie.

Mais l'extraterritorialité d'un pays est non seulement illégitime mais fait partie de la corruption même qu'elle dit combattre. Rappelons que les juges, en dehors de leurs propres critères pour appliquer les lois (de là les luttes politiques ouvertes pour nommer les représentants de la Cour Suprême), doivent aussi appliquer les lois approuvées. Pour approuver une loi, il faut d'abord l'écrire. Qui écrit les lois ? Supposons, dans le meilleur des cas d'ingénuité démocratique, que le peuple des Etats-Unis d'Amérique les écrive. Cependant cela devraient être des lois applicables seulement au territoire US. Mais il faut être très ingénu pour croire que les lois des États-Unis sont écrites par le peuple. De plus, les parlementaires ne l'écrivent même pas. Les parlementaires les votent, souvent et

malgré la propagande massive médiatique, contre l'opinion du peuple des Etats-Unis, comme différentes études l'ont déjà démontré, dont celle de *Princeton University*. Mais comme ceci n'est pas suffisant, les lois sont rédigées par les comités composés d'hommes politiques et de représentants de grandes compagnies privées, qui sont normalement leurs plus grands donateurs (d'où le fait qu'ils donnent de l'argent à deux candidats opposés qui se disputent un siège au sénat). Les grands investisseurs n'ont d'idéologie ou de principes moraux que ceux de leurs intérêts privés à€ au nom de l'intérêt général, bien sûr.

L'existence de ces cas de corruption légale, qui font de la corruption illégale un dérivé presque insignifiant, voire inutile pour poursuivre la concurrence, ont été toujours niés par ceux qui considèrent que critiquer un gouvernement ou un pays est une forme de trahison patriotique et non un service rendu à la vérité et à la justice. **Diaboliser** les critiques fait partie de la logique tandis que les requins continuent leur chemin heureux. Récemment, USA Today a démontré, dans une grande enquête détaillée, qu'au cours des dernières années tous les congrès de l'union [US] ont passé des milliers de lois (au moins 2100) et toutes ont été de grossiers « copié-collé » dictés par les représentants des grandes compagnies privées. Les parlementaires des états et de la nation sont noyés dans cette logique et ce trafic (légal) d'influences, relevant presque tous des dits « intérêts spéciaux » et de lobbies financiers puissants (les syndicats pourraient être considérés comme les lobbies de ceux d'en bas, mais ce n'est pas un hasard qu'ils aient été affaiblis depuis les années 80 jusqu'à devenir quasi insignifiant). Tout ceci explique que 40 % de la population US n'est pas même propriétaire d'un pour cent de toute la richesse, mais défend fanatiquement l'idée que cinq pour cent possède plus de 60% de tout, parce qu'il l'a obtenu « par son propre mérite » et non par une corruption légale mondialisée et systématique. Bien que, bien sûr, convaincre un peuple qui est attaqué par son propre intérêt ne cesse d'être un mérite.

Ainsi, les heureux propriétaires du grand capital écrivent les lois aux États-Unis pour leur propre bien, lois qu'ensuite les juges appliqueront de façon extraterritoriale pour lutter contre la corruption, lois qu'ensuite le puissant Exécutif national imposera au niveau mondial sous la pression et le harcèlement (narratif, économique, et militaire).

Bien entendu ce n'est pas mon intérêt, même pas de loin, de défendre quelque entreprise, ni aucun multimillionnaire chinois, ni le gouvernement chinois, ni celui d'Iran ni personne d'autre mais, tout simplement, la vérité. Surtout cette vérité ne se laisse pas apercevoir derrière tant de drapeaux que les fanatiques médiévaux agitent au bénéfice de l'inaccessible aristocratie financière.

Jorge Majfud, mai 2019.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 26 mai 2019

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.